



## Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-sixième session

Points 133, 134, 139, 141, 144, 145 et 146 de l'ordre du jour

### Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

### Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

### Gestion des ressources humaines

### Régime commun des Nations Unies

**Financement du Tribunal international chargé de juger  
les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves  
du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda  
et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis  
sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994**

**Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes  
accusées de violations graves du droit international humanitaire commises  
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

## **Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport de 2011**

**État présenté par le Secrétaire général  
conformément à l'article 153 du Règlement intérieur  
de l'Assemblée générale**

### Rectificatif

#### 1. Paragraphe 8 et note de bas de page 4

*Remplacer le texte existant par ce qui suit :*

8. Les incidences financières de la recommandation consistant à relever globalement de 2,5 % les éléments du régime de la prime de mobilité et de sujétion sur les budgets des opérations de maintien de la paix et celui du compte d'appui aux



opérations de maintien de la paix ont été estimées à 1 874 700 dollars et 39 600 dollars, respectivement, pour l'exercice 2011/12, et à 3 749 400 dollars et 79 200 dollars, respectivement, pour l'exercice 2012/13<sup>4</sup>.

## 2. Tableau 3

Remplacer le tableau 3 actuel par le tableau ci-après :

Tableau 3

### Récapitulatif des incidences budgétaires sur les budgets des opérations de maintien de la paix et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

(En dollars des États-Unis)

	Exercice 2011/12		Exercice 2012/13	
	Budgets des opérations de maintien de la paix	Budget du compte d'appui	Budgets des opérations de maintien de la paix	Budget du compte d'appui
a) Relèvement de 2,5 % de la prime de mobilité, de la prime de sujétion et de l'élément non-déménagement, ainsi que de l'élément sujétion supplémentaire pour famille non autorisée	1 874 700	39 600	3 749 400	79 200
b) Modifications approuvées du système de classement des lieux d'affectation aux fins de la prime de sujétion	1 425 900	—	2 851 800	—
c) Prime de danger (économies)	(6 142 600)	—	(12 285 200)	—
d) Application des résultats des enquêtes intervalles de 2010	329 000	—	329 000	—
e) Barème des traitements de base minima	8 300	1 400	16 600	2 800
<b>Total partiel</b>	<b>(2 504 700)</b>	<b>41 000</b>	<b>(5 338 400)</b>	<b>82 000</b>
<b>Total, opérations de maintien de la paix et compte d'appui</b>	<b>(2 463 700)</b>		<b>(5 256 400)</b>	

<sup>4</sup> Le montant total des dépenses engagées par les opérations de maintien de la paix et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix au titre de la prime de sujétion, de la prime de mobilité et de l'élément non-déménagement pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 s'est élevé à 95 602 600 dollars et 3 164 300 dollars, respectivement. Un relèvement de 2,5 % de la prime de sujétion, de la prime de mobilité et de l'élément non-déménagement entraînerait en conséquence une augmentation annuelle des dépenses de 2 390 000 dollars pour les opérations de maintien de la paix et de 79 200 dollars pour le compte d'appui. Conformément aux indications données dans la note 3, le montant annuel total des dépenses additionnelles de 1 764 900 dollars qu'entraînerait le relèvement de l'élément sujétion supplémentaire pour famille non autorisée, calculé par la Commission en ce qui concerne l'ONU, comprendrait, au prorata, un montant estimé à 1 359 400 dollars pour les budgets des opérations de maintien de la paix.